REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 06 au 12 avril 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Point de vue de l'ancien SG Hamadi Madi.....2
-Managing the Indian Ocean space as seen by its former Secretary General Hamada Madi
1.2 Sécurité alimentaire.....3
-Elaborer une feuille de route pour relancer l'économie des Etats membres
1.3 Santé.....4
- S.E.M.VINCENT DEGERT, Ambassadeur de l'Union européenneauprès de la République de Maurice : Journée mondiale de la Santé : Les personnels de santé méritent notre reconnaissance
1.4 santé animale.....6
- Rodrigues – Le commissaire Payendee : « La fièvre aphteuse n'est pas aussi grave que certains le disent »
1.5 Connectivité numérique : Cable METISS.....7
- Le câble METISS est opérationnel !

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....5
- La France souhaite être un partenaire de la modernisation de Maurice
2.2 Santé.....6
- Health officials in Seychelles launch 'Contak' tracing app to help map COVID links
-1 million d'euros pour Pasco 3
2.3 Santé animale..... 8
- Fièvre de la vallée du rift : 480 bovins tués et 152 petits ruminants malades
2.4 Economie..... 10
-Secteur extractif : un bilan positif malgré la crise sanitaire
2.5 Economie Bleue.....11
- Economie Bleue/JICA: restaurer l'écosystème de la zone côtière du Sud-Est touchée par le Wakashio
2.6 Changement climatique.....12
- Élaboration de la NC4 sur les changements climatiques
2.7 Education.....13
- Nouvelle organisation dans les lycées : la rectrice sur le terrain

Managing the Indian Ocean space as seen by its former Secretary General Hamada Madi



On 08 April 2021, Hamada Madi, former Secretary General of the Indian Ocean Commission, shared his views on the management of this unique geographical area with the students of the International Trade & Logistics programme.

Outstanding conference for the MSc International Trade & Logistics students

Former Prime Minister of the Islamic Federal Republic of the Comoros and then Secretary General of the Indian Ocean Commission, Hamada Madi is an expert on the management of the Indian Ocean area. He addressed several key topics related to the issues of the programme during this online conference:

- Geography and history of the territory
- Maritime security of the zone: influences, powers, competitions.
- New strategies: The new silk road VS the Indo Pacific.
- The IOC, a small organisation at the heart of major issues.

The Indian Ocean accounts for 70% of the world's oil traffic and 30% of maritime trade. The Intergovernmental Commission of the Indian Ocean, which brings together five Member States, gives substance to **regional solidarity through cooperation projects** covering a wide range of sectors: preservation of ecosystems, sustainable management of natural resources, maritime safety, entrepreneurship, public health, renewable energy and culture.

This type of module illustrates the programme's learning-by-doing approach, which encourages the **practical application of knowledge and regularly involves industry experts** who share their experience and background.

Plus d'information cliquez le lien : https://etudiant.kedge.edu/actualites-etudiant/la-gestion-de-l-espace-de-l-ocean-indien-vue-par-son-ancien-secretaire-general-hamada-madi

COI – PERSPECTIVE 2021

Élaborer une feuille de route pour relancer l'économie des États membres

La Commission de l'océan Indien a rendu public son rapport annuel cette semaine. Celui-ci fait état des objectifs de l'organisation liés au Covid-19. Notamment concernant la sécurité alimentaire.





La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un enjeu principal du développement régional. La Commission de l'océan Indien veut, en outre, améliorer la connectivité maritime régionale.

LE rapport annuel 2020 de la Commission de l'océan Indien (COI), l'organisation intergouvernementale regroupant cinq États membres, à savoir Maurice, les Seychelles, l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion et Madagascar, a été publié cette semaine. Retenant les leçons du Covid-19, il fait état des objectifs de la COI liés à la pandémie.

Comme les États membres sont principalement des importateurs de denrées alimentaires, un des principaux objectifs est d'établir *«un système régional équitable et inclusif de production et de commercialisation de denrées alimentaires»*. Car comme le soutient le Groupe d'experts de haut niveau du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (FAO, 2020), ceci peut renforcer *«des possibilités de subsistance des producteurs, des transformateurs et des vendeurs locaux de denrées alimentaires et donner aussi la possibilité de réduire la dépendance vis-à-vis des sociétés transnationales lointaines qui dominent»*.

Le rapport rappelle aussi que le coût écologique de l'acheminement s'ajoute à celui de l'importation. La sécurité alimentaire et nutritionnelle s'avère donc un enjeu principal du développement régional. Il est considéré qu'il faut donc *«de nouveaux circuits alimentaires»*. La pêche durable s'inscrit dans ce même cadre. Le rapport souligne que *«la protection et une meilleure gestion de l'environnement et des ressources de la biodiversité»* font partie de ces projets. Car la destruction de l'environnement impact également l'économie.

D'autre part, la commission lance un projet pour améliorer la connectivité maritime régionale car cela est nécessaire pour des échanges tels que le mouvement des produits agroalimentaires. Ceci, avec le soutien financier du Japon.

Par ailleurs, Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI, qui a pris ses fonctions en juillet dernier, est satisfait des lancements de projets dans les secteurs défavorisés. Par rapport aux perspectives de 2021, ce sera *«une année marquée par une action consolidée en faveur de la santé publique»*, estime-t-il.

Et d'ajouter, en outre, qu'il est nécessaire d'identifier des secteurs clés comme l'économie circulaire, celle de la connectivité, de l'économie bleue, pour introduire, dans les États membres, une feuille de route pour relancer l'économie dans la région. Et aussi élaborer un plan de développement stratégique. Il estime que *«si le secrétariat général a la fonction exécutive, de mise en œuvre de projets, il doit aussi avoir une fonction réflexive au service des États membres»*.

Olivia EDOUARD

Journée mondiale de la Santé : Les personnels de santé méritent notre reconnaissance



S.E.M.VINCENT DEGERT,
Ambassadeur de l'Union européenneauprès de la République de Maurice

Le thème qui a été choisi cette année pour la Journée mondiale de la Santé est 'Pour un monde plus juste et en meilleure santé', un monde confronté depuis plusieurs mois déjà à une pandémie qui n'a épargné aucun continent. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a dans ce contexte désigné l'année 2021 'Année internationale des personnels de santé et d'aide à la personne' en raison de leur engagement constant dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19.

Depuis sa diffusion aux quatre coins de la planète, les personnels de santé, en première ligne du combat contre le virus, ont payé un lourd tribut. Dans une étude publiée au début de février, l'OMS estime que *« Les travailleurs de la santé ont connu un risque d'infection plus de trois fois plus élevé que celui de la population générale entre la mi-mars et la mi-mai 2020 »*. Chacun se souvient du Docteur Li Wenliang, ce médecin chinois, connu comme le lanceur d'alerte de l'épidémie, qui est mort le 7 février 2020 à l'âge de 33 ans des suites du coronavirus. À Maurice, le Docteur Bruno Cheong est lui aussi décédé des suites du coronavirus qu'il avait contracté, alors qu'il soignait ses patients. Afin de lui rendre hommage, l'Hôpital de Flacq où il exerçait a été renommé en son honneur en octobre dernier. Bien d'autres *frontliners* de la santé ont ainsi perdu la vie en soignant les autres sans jamais renier leur serment d'Hippocrate. Face aux vagues successives, les personnels de santé œuvrent sans relâche depuis plus d'un an pour soigner les malades atteints de la COVID-19, tout en continuant à traiter ceux qui souffrent de tant d'autres pathologies. Au-delà des applaudissements et encouragements, ils méritent notre reconnaissance et il est donc tout à fait logique que cette Journée mondiale de la santé leur soit dédiée.

Sur le principe central « Un monde, une santé » :

Le traité international sur les pandémies serait par ailleurs basé sur le principe « Un monde, une santé » qui relie la santé des humains, des animaux et de notre planète. La pandémie, dont l'origine a fait l'objet de nombreuses hypothèses – depuis la chauvesouris en passant par le pangolin ou un autre animal transmetteur, voire une fuite de laboratoire –, a en tout cas mis en relief l'interdépendance entre l'homme et la nature. Dans cette région de l'océan indien, le concept de 'One Health' qui combine santé humaine et santé des animaux est déjà en vigueur. Le réseau de surveillance épidémiologique SEGA One Health financé par l'AFD et l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien permet aux États membres (Comores, Madagascar, Maurice, Réunion et Seychelles) de mieux se préparer et de répondre aux pandémies et aux zoonoses à travers la détection précoce et le partage d'informations. Ce réseau, qui a été utile pour faire face aux épidémies de dengue et de chikungunya, est activé dans le contexte de l'épidémie de coronavirus ; c'est un exemple concret de la coopération régionale qui est à l'œuvre pour faire face à la pandémie. Car ce n'est qu'ensemble par la solidarité régionale et mondiale que nous pourrons sortir durablement de cette crise et mieux nous armer pour faire face aux suivantes. **Suite de l'article**

Pour plus d'infos

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/96314/tribune-de-lambassadeur-%C3%A0-loccasion-de-la-journ%C3%A9e-mondiale-de-la-sant%C3%A9_bg

le mauricien

Rodrigues – Le commissaire Payendee : « La fièvre aphteuse n'est pas aussi grave que certains le disent »


Les bovins

Il est vrai que la fièvre aphteuse a refait son apparition à Rodrigues en affectant la santé des bovins, mais la situation n'est toutefois « pas aussi grave qu'elle l'était en 2016, comme certains veulent nous le faire croire sur les réseaux sociaux ». C'est ce qu'a déclaré le commissaire de l'Agriculture, Richard Payendee, lors d'une conférence de presse à Citronnelle. Il indique que toutes les précautions sont prises afin que la maladie ne se propage pas.

Richard Payendee soutient qu'il y a une vidéo qui circule actuellement sur le fait que la fièvre aphteuse a refait son apparition dans l'île en affectant les bovins. Vidéo qui, selon lui, veut faire croire que la commission « pe kasiet linformasion » par rapport à cette maladie. « Je démens le contenu de cette vidéo, car ce n'est pas vrai. Dès le premier cas, qui a été détecté le 10 mars dernier, le même jour, j'ai donné une conférence de presse pour annoncer qu'il y avait des animaux qui étaient tombés malades au sein du Breeding Centre de St-Gabriel. Donc, c'est faux de dire que nous cachons des informations. Nous n'avions pas précisé qu'il s'agissait de la fièvre aphteuse, car nous n'avions pas encore eu les résultats des tests », dit-il.

Toutefois, il précise que, pour ce qu'il s'agit de la biosécurité, « la commission ne peut faire grand-chose, car il s'agit en premier lieu d'éradiquer la maladie ». Il sollicite la coopération de tous les éleveurs afin de protéger tous les animaux, empêchant ainsi que la maladie ne se transmette. Le Commissaire explique qu'étant un virus, la meilleure façon de le contrer est de faire vacciner les animaux. Et dans ce contexte, 250 000 vaccins seront commandés et arriveront dans les plus brefs délais. Et Rodrigues possède un cheptel de 50 000 têtes de bétail. La COI, le ministère de tutelle, ainsi que l'AFD seront partie prenante dans cette lutte.

Suite l'article

Le câble METISS est opérationnel !

C'est une nouvelle toute aussi puissante que le câble numérique. L'Indianocéanie a maintenant accès au très haut débit. Le câble numérique METISS est opérationnel. Il relie Madagascar, Maurice et La Réunion à l'Afrique du Sud.

Du projet à l'opérationnalisation

METISS, pour MEltingpoT Indianoceanic Submarine System, est né de la volonté d'une révolution numérique pour la région. La solution proposée : un câble très haut débit et 100% régional ! Objectif ? Un accès à Internet sécurisé et plus rapide. Le résultat ? Une vraie démocratisation de l'accès à l'Internet haut débit. En fait, METISS, c'est plus qu'une infrastructure : c'est un véritable outil pour le développement. Et chose inédite, c'est une action de coopération concrète, pour le développement, avec des opérateurs privés!

METISS, c'est :

- Six opérateurs : EMTEL, CEB FIBERNET, TELMA, SRR, CANAL+ TELECOM et ZEOP
- Une puissance de 24 térabits
- Un investissement de 40 millions d'euros
- Il mesure 3200 kilomètres
- Offre une connexion 24 fois plus rapide que le dernier système déployé en 2010 dans la région.

Un projet inédit

Pour la première fois, 6 opérateurs privés se sont réunis pour la démocratisation de l'accès à Internet.

L'accord de construction et de gestion a été signé en décembre 2017 sous l'égide de la Commission de l'Océan Indien (COI). 2020 aurait dû être l'année de concrétisation de ce projet de connectivité numérique. Mais la crise sanitaire mondiale est venue ralentir la progression de l'installation.

2020 a toutefois vu de belles avancées dans ce projet : le MV Teliri a parcouru les eaux de l'Indianocéanie pour y installer le câble. Il a atterri à Madagascar en juin, à La Réunion en juillet et à Maurice en octobre.

Suite de l'article

La France souhaite être un partenaire de la modernisation de Maurice



La France et Maurice sont liées par une histoire qui a débuté il y a trois siècles et qui se manifeste aujourd'hui par un attachement commun aux valeurs démocratiques, par l'étroitesse des liens culturels, facilités par la langue française en partage, ainsi que par l'intensité des échanges et des coopérations.
Rencontre avec Florence Caussé-Tissier, Ambassadrice de France auprès de la République de Maurice.

FLORENCE CAUSSÉ-TISSIER
AMBASSADRICE DE FRANCE AUPRÈS DE LA RÉPUBLIQUE DE MAURICE

Peut-on mieux faire valoir la proximité de La Réunion ? Existe-t-il d'autres coopérations régionales associant la France et Maurice ?

Les relations entre les « Iles sœurs », La Réunion et Maurice distantes de seulement 200 kilomètres, sont diversifiées et peuvent, en effet, être encore renforcées. Maurice est le premier investisseur à La Réunion, et la Réunion un investisseur significatif et une source importante de touristes pour Maurice. La Réunion apporte à Maurice son savoir-faire dans le domaine du développement durable, tandis que Maurice apporte à la Réunion ses groupes diversifiés et sa compétence financière. Les forces des deux partenaires peuvent se conjuguer pour investir ensemble en Afrique. Lors de sa venue à La Réunion en octobre 2019, le Président de la République Emmanuel Macron a invité de hautes personnalités et des chefs d'entreprises mauriciens, à participer à l'événement « Choose La Réunion » qui encourage les investissements étrangers dans cette région française d'outre-mer. Le Président a souligné à cette occasion l'importance de la coopération régionale. Au-delà de la relation clé entre La Réunion et Maurice, une coopération précieuse se développe entre les cinq pays insulaires de l'Indianocéanie (France/La Réunion, Maurice, Madagascar, Seychelles, Comores), dans le cadre de la Commission de l'océan Indien, organisation régionale basée à Maurice qui bénéfice d'un important financement de l'Union européenne. Il reviendra à la France d'en assurer la présidence en 2021-2022, ce qui sera l'occasion d'approfondir les coopérations. Dans un cadre encore plus large, fin 2020, la France est devenue membre de l'Association des pays riverains de l'océan Indien (IORA), dont Maurice fait partie, et dont le siège se situe aussi à Maurice. La coopération entre les membres de l'IORA est au cœur de la stratégie indopacifique, dont la France est partie prenante ; l'objectif commun est d'approfondir les liens entre les pays riverains de ces deux océans.

Pour lire l'article cliquez le lien : https://www.nxtbook.fr/newpress/MEDEF-Paris/C_EST_A_VOUS-2103_HS_Special_Ile_Maurice/index.php?ct=t%28EMAIL_CAMPAIGN_4_7_2021_16_13_COPY_16%29&mc_cid=0c9392d940&mc_eid=f2b10c3848#/p/Couverture

Health officials in Seychelles launch 'Contak' tracing app to help map COVID links

By: **Sharon Ernesta**



The company which has donated the app to the Ministry of Health said that 'Contak' is Space 95' gift to Seychelles (Thomas Meriton, Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - The **Public Health Authority** in Seychelles has launched an app that it says will revolutionize the way **COVID-19** contact tracing is done in the island nation.

The newly approved '**Contak**' mobile application was developed by local company Space-95 in partnership with the Department of Information Communication Technology (**DICT**) and Seychelles Chamber of Commerce and Industry (**SCCI**) to facilitate contact-tracing activities, keep track of and control the **COVID-19** situation.

The QR code-based tracing application is free of charge and allows a user to register places they have been, facilitating the work of contact tracers at the Public Health Authority.

Public Health Commissioner Jude Gedeon launched '**Contak**' in a short ceremony at the Sheikh Khalifa Diagnostic Center of the Seychelles Hospital on Friday.

The app can be downloaded by both individuals and organisations. It is a secure way to store information about persons with whom an individual has close contact, and places visited for contact-tracing purposes when needed.

After downloading the application, one can simply register, and use the app to scan the QR code found on posters displayed at different venues, to save a log to the diary on the application. If ever the individual tests positive, the diary is consulted, making the contact-tracing process much easier for the surveillance team.

The Chief Operations Officer of Space 95, Andy Noel, said that scanning QR codes at all venues a person accesses are important. **Suite de l'article**

1 million d'euros pour Pasco 3

09/04/2021 Andjouza Abouheir



Pour valider le budget programme de l'année 2021, le comité de pilotage du programme Pasco s'est réuni à Moroni autour d'un atelier de travail afin de se concerter et d'analyser le niveau de réalisation technique. Rappelons que le budget prévisionnel est de 1.077.862 euros pour la suite et la finalisation du Programme d'Appui au Secteur de la Santé aux Comores.

Le comité de pilotage du Programme d'Appui au Secteur de la Santé aux Comores (Pasco) s'est réuni hier jeudi 08 avril 2021 à Moroni dans le but d'analyser le niveau de réalisation technique et financier du budget programme pour l'année 2020 et pour valider le budget programme de l'année 2021, dernière année de programmation. Cet atelier a vu la présence de la ministre de la Santé, l'adjoint au chef du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France, du directeur de l'Agence française de développement. Les secrétaires généraux des Gouvernorats des trois îles, les directeurs centraux et régionaux de la santé et le représentant des partenaires du Système des Nations Unies.

Suite de l'article

Fièvre de la vallée du rift : 480 bovins tués et 152 petits ruminants malades

La population est sensibilisée de ne pas acheter de viande de bœuf provenant des animaux suspects ou morts subitement et à ne pas boire de lait cru ou non pasteurisé car cette maladie virale se transmet à l'Homme.

Une épidémie de la Fièvre de la Vallée du Rift (FVR) survient dans trois régions de l'île, à savoir Atsimo Andrefana, Vatovavy Fitovinany et DIANA, depuis la fin du mois de février dernier. Cette maladie virale qui a été identifiée à Madagascar depuis 1979, réapparaît presque tous les dix ans, notamment durant la période de 1990- 1991 et 2008-2009 et maintenant en 2021. Elle affecte notamment les bovins et les petits ruminants par l'intermédiaire de piqûres de moustiques comme l'Aedes et le Culex qui sont vecteurs de ce virus. Depuis la réémergence de cette épidémie de la FVR qui a été localisée cette année dans ces trois régions, le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, fait état de 480 bovins tués dont 473 têtes à Mananjary et 7 autres à Ambanja. En outre, 152 petits ruminants sont actuellement malades à cause de cette maladie virale. Parmi lesquels, 122 animaux sont localisés dans les districts de Toliara II et Ankazoabo dans la région Atsimo Andrefana tandis que le reste a été identifié à Ambanja. Ces foyers de FVR chez les ovins et les caprins ont été confirmés au niveau du laboratoire de l'Institut Pasteur de Madagascar, a-t-on appris.

Transmission à l'Homme. D'après les explications du Dr Harimanana Rasoanarimalala, directeur du Service Vétérinaire, la fièvre, l'avortement des femelles gestantes, le syndrome hémorragique, les vomissements et par la suite la mortalité sont entre autres, les signes cliniques de la maladie de la FVR. « *Les animaux sont contagieux pendant leur période virémique qui peut persister jusqu'à huit jours. La Fièvre de la Vallée du Rift constitue également une zoonose ou bien une maladie affectant les animaux et qui peut se transmettre à l'homme par le biais des contacts directs ou indirects avec du sang ou des organes des bétails infectés* », a-t-elle fait savoir. En outre, le virus peut se transmettre lors de la manipulation des tissus animaux au cours de l'abattage ou de la découpe, pendant les mises bas et les interventions vétérinaires ou lors de l'élimination des carcasses ou des fœtus. Afin de lutter contre cette épidémie de la Fièvre de la Vallée du Rift « *des mesures ont été prises par le ministère de tutelle. Il s'agit entre autres, de la publication d'un arrêté interdisant tout mouvement des bovins et des petits ruminants au niveau des localités infectées dans ces trois régions concernées. Une équipe de techniciens du ministère et des docteurs vétérinaires se sont en même temps rendus sur place dans le but de contenir cette épidémie* », a expliqué Lezoma Tsiry Andriamalatola, le directeur général de l'Elevage. **Suite de l'article**

Secteur extractif: un bilan positif malgré la crise sanitaire

Par Les Nouvelles sur 10/04/2021



Annonces Goo
Bloquer l'annon
Pourquoi cette annon
Annonces Goo
Bloquer l'annon
Pourquoi cette annon

Malgré la cessation quasi-totale des activités durant plusieurs mois l'année dernière, le ministère des Mines et des ressources stratégiques (MMRS) affiche un « bilan positif » avec « une importante réalisation des objectifs fixés, atteints à environ 90% ». Une rencontre en ligne intitulé « Rétrospective 2020 » sous le thème « Agissons différemment, pensons gagnant-gagnant », initié ce jeudi 8 avril par le ministère a fait un tour d'horizon des réalisations de 2020.

Parmi les principales réalisations du ministère figure entre autres l'appui à la constitution de la réserve nationale d'or de la Banky foiben'i Madagasikara (BFM). «177 kg d'or achetés à la date du 31 décembre 2020». Concernant les exportations des produits miniers, le ministère a enregistré un volume total de 588.157,42 tonnes, toutes substances confondues (or, pierres fines et pierres précieuses, pierres industrielles, ilménite, nickel et cobalt…) pour une recette de 1.880,43 milliards ariary.

La contribution active des secteurs minier et pétrolier au PIB 2019 est de 4,86% pour une prévision de 4,7%. Cette contribution a toutefois baissé à -2,8% en 2020, à cause de la pandémie de Covid-19.

Les rentrées non fiscales constituées par les recettes des redevances et ristournes minières s'élèvent à 57,12 milliards ariary si la prévision biannuelle 2019-2020 est de 36 milliards ariary pour les exercices. Soit une performance biannuelle de 158,33%. Les recettes non fiscales minières de 2020 s'élèvent à 26,44 milliards ariary si la loi de finances prévoirait un recouvrement de 18,10 milliards ariary.

Assainissement et réforme

Suite de l'article

Economie Bleue/JICA: restaurer l'écosystème de la zone côtière du Sud-Est touchée par le Wakashio



Le ministère de l'économie bleue, des ressources marines, des pêches et de la navigation mettra en œuvre des projets en collaboration avec la Japan International Cooperation Agency par, à savoir: (a) Développement d'un système de gestion intégrée des écosystèmes côtiers – l'objectif à long terme du projet est de restaurer l'écosystème côtier dans la partie sud-est de Maurice touché par l'échouement du MV Wakashio. Le projet aura une durée de cinq ans et trois mois; et

(b) Amélioration des moyens de subsistance des communautés côtières grâce au développement durable de l'économie bleue en République de Maurice – l'objectif général est d'identifier des activités d'amélioration des moyens de subsistance réalisables dans des domaines tels que l'aquaculture, la manutention après récolte, la distribution du poisson, la transformation, la commercialisation et d'autres terres activités basées sur des activités. Le projet serait d'une durée de quatre ans.

Élaboration de la NC4 sur les changements climatiques

By Sharone



Le ministère de l'Environnement travaille sur la Fourth National Communication for the Republic of Mauritius (NC4) au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques par le ministère de l'Environnement, de la gestion des déchets solides et du changement climatique.

La communication nationale comprend essentiellement des rapports sur deux éléments, notamment : a) les mesures déjà mises en œuvre sur les changements climatiques ainsi que celles qui sont en cours et envisagées, telles que les évaluations des risques et de la vulnérabilité, les mesures d'adaptation et d'atténuation, l'éducation, la formation et la sensibilisation du public et l'intégration du changement climatique dans les priorités nationales de développement ; et

b) un inventaire national des gaz à effet de serre émis par des secteurs tels que l'énergie, les transports, les déchets, l'industrie, l'agriculture et le changement d'affectation des terres ainsi que l'absorption de ces gaz par le biais de la séquestration du carbone, notamment par le biais d'activités forestières et d'écologisation.

Un comité directeur, placé sous la présidence du ministère de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du changement climatique et comprenant des représentants des ministères / départements concernés, du secteur privé, des établissements universitaires et des ONG, sera institué pour suivre la préparation de la NC4 pour la période 2017 à 2020.

Nouvelle organisation dans les lycées : la rectrice sur le terrain



Photo d'archives

Ce lundi matin, la rectrice s'est rendue au lycée professionnel Rontaunay à Saint-Denis. L'occasion de faire un point sur les nouvelles mesures en place dans les 48 lycées de l'île depuis la semaine dernière suite à la dégradation de la situation sanitaire. Un changement d'enseignement, chaque lycéen doit suivre au moins 50% des cours en présentiel.

L'Académie appelle cela un « mode hybride », depuis jeudi dernier, les lycéens qu'ils soient en filière générale, technologique ou agricole doivent suivre les cours en distanciel et en présentiel. La jauge dans les établissements est limitée à la moitié des effectifs sur place en simultané, une mesure pour limiter au maximum les brassages et donc la circulation du virus dans les lycées de l'île.

Pour les élèves, il faut de nouveau prendre le pli. S'ils avaient du suivre les cours en distanciel lors du confinement en mars 2020, s'y remettre n'est pas forcément chose aisée. Rafison est en 1ère Métiers de la relation client (MRC) et pour lui, ce « mode hybride » c'est toute une organisation car les emplois du temps des élèves ont changé « *pour moi, le plus compliqué, ce sont les déplacements, il y a des cours qui seront en distanciel entre des cours en présentiel* ».

Suite de l'article